



**PRÉFET  
DES ÎLES WALLIS  
ET FUTUNA**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**FOURNITURE D'UN CONTAINER STATION CARBURANT POUR  
L'ANTENNE TP FUTUNA**

**CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIÈRES  
– ACTE D'ENGAGEMENT**

Numéro de consultation : 2025-T-PA-22-TP

Procédure de passation : Procédure adaptée passé en vertu des dispositions de l'arrêté n°2022-48 approuvant et rendant exécutoire la délibération n°15/AT/2022 du 13 janvier 2022.

## Table des matières

<b>Article 1 – IDENTIFICATIONS DES PARTIES.....</b>	<b>4</b>
1.1 – Acheteur .....	4
1.2 – Titulaire.....	4
<b>Article 2 – OBJET DU MARCHÉ ET DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>5</b>
2.1 – Objet du marché.....	5
2.2 – Documents contractuels.....	5
<b>Article 3 – FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 4 – ÉTENDUE DU MARCHÉ ET CONTENU DES PRIX .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 5 – EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>6</b>
5.1 – Description technique des équipements.....	6
5.1.1 – Documents à remettre par le titulaire du marché .....	6
5.1.2 – Formation .....	6
5.1.3 – Garantie .....	6
5.1.5 – Modalités de livraison .....	7
5.2 – Durée du marché et délai d'exécution .....	7
5.3 – Lieu d'exécution .....	7
<b>Article 6 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>7</b>
6.1 – Obligations du titulaire .....	7
6.2 – Clauses de réexamen.....	8
6.3 – Constatation de l'exécution des prestations.....	8
<b>Article 7 - PÉNALITÉS .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 8 – RÉGIME FINANCIER .....</b>	<b>8</b>
8.1 – Avance .....	8
8.2 – Variation de prix .....	9
8.3 – Répartition des paiements .....	9
8.4 – Modalités de facturation.....	9
8.5 – Nantissement et cession du marché .....	9
<b>Article 9 – DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>10</b>
9.1 – Sous-traitance.....	10
9.2 – Présentation régulière des attestations .....	10
9.3 – Résiliation .....	10
9.4 – Assurance .....	11
9.5 – Litiges et contentieux .....	11
<b>Article 10 – Dérogations CCAG .....</b>	<b>11</b>
<b>Article 11 – Annexes .....</b>	<b>11</b>

<b>Article 12 - SIGNATURES.....</b>	<b>12</b>
<b>Article 13 – NOTIFICATION .....</b>	<b>12</b>

## Article 1 – IDENTIFICATIONS DES PARTIES

### 1.1 – Acheteur

#### **TERRITOIRE – ADMINISTRATION SUPÉRIEURE DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA**

Représenté par Monsieur le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna

Le service en charge de l'opération : Service des travaux publics de Wallis et Futuna

### 1.2 – Titulaire

☐ Le titulaire se présente seul :

Nom, prénom et qualité du signataire :	
Adresse professionnelle :	
Téléphone :	
Courriel :	
<input type="checkbox"/> agissant pour mon compte <input type="checkbox"/> agissant pour le compte de la société (indiquer SA, SARL, ...)	
Raison sociale :	
Domicilié à :	
Téléphone :	
Courriel :	
Dont le siège social est à :	
Téléphone :	
Courriel :	

☐ Le titulaire est un groupement :

Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement, adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET des membres du groupement	Prestations exécutées par les membres du groupement / Indiquer le mandataire

## Article 2 – OBJET DU MARCHÉ ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

### 2.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture d'un container station (gasoil) de 5 000 litres au bénéfice du service des travaux publics à Futuna.

Le marché est un marché de fournitures.

### 2.2 – Documents contractuels

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité croissante :

- Le présent AE-CDC et ses annexes éventuelles,
- Le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP),
- Le CCAG-FCS 2021 applicable aux marchés de fournitures et de services,
- L'offre technique et financière du titulaire.

## Article 3 – FORME DU MARCHÉ

Marché ordinaire qui n'est pas alloti et, ne comporte pas de tranches.

## Article 4 – ÉTENDUE DU MARCHÉ ET CONTENU DES PRIX

Le signataire s'engage à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document.

Le marché est à prix forfaitaire. Le mois d'établissement des prix Mo est le mois précédent la remise des offres.

Les prix sont réputés inclure :

- ☒ Les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- ☒ Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- ☒ L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- ☒ Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- ☒ La livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.

L'unité monétaire qui s'applique est le franc pacifique.

## Article 5 – EXÉCUTION DU MARCHÉ

### 5.1 – Description technique des équipements

Le service des travaux publics souhaite s'équiper d'un container maritime remodelé en station de distribution de carburant garantissant un stockage sécurisé, exigeant les caractéristiques suivantes :

- Container maritime de 20 pieds 1<sup>er</sup> voyage
- Container avec fermeture à clef
- Container aéré, plancher métallique antidérapant
- Citerne acier de 5000 litres double paroi aux normes NF EN 12285-2
- Citerne fixée au container
- Raccord de remplissage avec limiteur
- Événement déporté
- Pompe de distribution 60 litres/minute
- Enrouleur de 10 mètres avec tuyau
- Pistolet automatique
- Compteur totaliseur
- Filtre décanteur d'eau
- Alimentation électrique 220 V par raccordement extérieur + raccordement terre
- Tableau électrique pour alimentation de la pompe et éclairage aux normes françaises
- Détecteur de fuite
- Prise 220 v intérieure
- Interrupteur pour éclairage intérieur
- Éclairage intérieur (style néon)
- Bac de rétention (fuite gasoil)
- Extincteur à poudre

Le matériel sera à livrer à l'antenne du Service des Travaux Publics de Futuna.

#### 5.1.1 – Documents à remettre par le titulaire du marché

Le titulaire devra remettre une documentation complète en français (manuel, plans, certificats, schémas etc..).

Ces documents devront être remis sous format papier ou par clé USB, en langue française.

#### 5.1.2 – Formation

Le titulaire devra dispenser une formation aux agents du service des travaux publics sur place.

#### 5.1.3 – Garantie

L'équipement devra être garanti pendant une durée minimum de 1 an. La garantie comprend les pièces, la main d'œuvre et les déplacements.

Le point de départ du délai de garantie est la date de réception effective du matériel.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit

procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

#### 5.1.5 – Modalités de livraison

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison.

Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport.

Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché et favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

#### 5.2 – Durée du marché et délai d'exécution

Le délai de livraison du matériel ne doit pas dépasser six (6) mois.

Le point de départ du délai d'exécution est situé à la date de notification du marché.

#### 5.3 – Lieu d'exécution

Le matériel sera à livrer à l'antenne du Service des Travaux Publics de Futuna.

### Article 6 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

#### 6.1 – Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les

délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

## 6.2 – Clauses de réexamen

Des modifications peuvent être apportées au marché par voie d'avenant, dans le respect de la réglementation applicable en matière de marchés publics.

## 6.3 – Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

## Article 7 - PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

### Pénalités de retard :

Par dérogation au CCAG de référence, et en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités d'un montant de 25.000 F CFP par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

## Article 8 – RÉGIME FINANCIER

### 8.1 – Avance

**Une avance est prévue.**



J'accepte le versement de l'avance : ☐ non ☐ oui

Le taux de l'avance est de 30% conformément aux dispositions de l'article 3 de la délibération n°15/AT/2022 du 13 janvier 2022.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.  
Le délai de versement de l'avance court à compter de la transmission au service porteur de projet, d'un mémoire financier simple exposant l'usage qu'il fera de l'avance.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

## 8.2 – Variation de prix

Prix fermes : Les prestations ne font pas l'objet de variation de prix.

## 8.3 – Répartition des paiements

Les prestations font l'objet d'un règlement total une fois les prestations exécutées.

## 8.4 – Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- la date de livraison effective des fournitures,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire utilise le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

## 8.5 – Nantissement et cession du marché

Le marché peut être cédé ou nanti.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

## Article 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

### 9.1 – Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics> ).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

### 9.2 – Présentation régulière des attestations

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse : [marches-publics@wallis-et-futuna.pref.gouv.fr](mailto:marches-publics@wallis-et-futuna.pref.gouv.fr)

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

### 9.3 – Résiliation

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5% si application par défaut du CCAG de référence. Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

#### 9.4 – Assurance

Tout titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Cependant, le code des assurances n'étant pas en vigueur dans les îles Wallis et Futuna, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, par tous les moyens (preuve de banque...), sa solvabilité en cas de sinistre.

#### 9.5 – Litiges et contentieux

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics.

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent :

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie

BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX

Tél : +687.25.06.30 – Courriel : [greffe.ta-noumea@juradm.fr](mailto:greffe.ta-noumea@juradm.fr)

### Article 10 – Dérogations CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
7	14.1	Pénalités

### Article 11 – Annexes

- Annexe 1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

## Article 12 - SIGNATURES

- Signature du marché par le titulaire :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

- Signature de l'acheteur :

Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature

## Article 13 – NOTIFICATION

- En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :

"Reçu à titre de notification une copie du présent marché

A ....., le .....

Signature du titulaire

- En cas d'envoi en recommandé avec accusé de réception postal ou électronique, l'avis de réception est annexé au présent document.

